



19/05/2014

Monsieur Michel Le Drogo,

Je vous remercie de votre sollicitation. Je suis en contact depuis plusieurs années avec l'association France-Palestine Solidarité et avec d'autres acteurs pour la justice au proche orient, et je tiens à saluer votre travail d'alerte de la société française face à la situation vécue par les Palestiniens.

Je vais répondre à chacune de vos interrogations, permettez-moi simplement de faire une observation préliminaire. Pour beaucoup de mes adversaires politiques dans cette élection l'Union européenne est érigée en symbole de la paix. Pour nous, rassemblés sous la bannière du Front de gauche, l'Europe ne peut pas être désignée comme réel acteur de la paix tant que des situations d'oppression et de colonisation d'un peuple existeront comme c'est le cas en Palestine, sans que l'UE ne prenne de décision concrète forte. Mon groupe, celui de la Gauche Unitaire européenne GUE/NGL est très attentif au sort réservé au peuple palestinien, nous avons organisé de nombreuses délégations en Cisjordanie comme à Gaza, nous avons reçu Salah Hamouri après sa libération des geôles israéliennes. Tous les palestiniens, et les progressistes israéliens, que nous avons rencontré nous ont fait part de la même demande : agissez au Parlement européen pour la reconnaissance de l'Etat palestinien souverain. C'est la raison pour laquelle, les députés du Front de Gauche et de l'ensemble de la GUE/NGL demandent la reconnaissance bilatérale, souveraine et entière de l'Etat Palestinien, dans les frontières de 1967 avec Jérusalem –Est comme capitale. Cette reconnaissance doit se faire le plus rapidement possible. Sans être une fin en soi ce serait un grand pas accompli pour la paix et la justice au Proche-Orient.

Enfin, je souhaiterais faire part de l'engagement de mon parti, le PCF, dans la campagne internationale pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens.

- ✓ Sur l'exclusion des colonies dans les relations UE-Israël.

Je soutiens une telle mesure. Il s'agit ici de faire respecter la justice et le droit international. Immédiatement deux mesures sont possibles. Tout d'abord que l'UE reconnaisse clairement que les colonies israéliennes constituent des territoires illégalement occupés par l'Etat israélien. Ensuite l'Union peut et doit appliquer ses propres lignes directrices, adoptées en 2013, qui interdisent les importations de biens produits dans les colonies.

Nous devons également demander la fin des investissements des entreprises européennes dans les territoires palestiniens occupés.

✓ Sur l'application de la clause de droits de l'homme

Je soutiens une telle mesure. Cette clause, l'article 2 des conventions OCDE pour les accords commerciaux doit permettre, à terme, de suspendre les accords commerciaux avec Israël si celle-ci continue à enfreindre les droits de l'homme. Avec mon groupe de la GUE/NGL nous n'avons eu de cesse de demander l'application d'une telle clause à de nombreux pays, que ce soit la Colombie ou Israël. De plus, nous demandons la fin de tout accord de coopération militaire avec des Etats ne respectant pas les droits de l'homme.

✓ Sur les infrastructures financées par l'UE et détruites par Israël

Il faudra en effet veiller à ce que les investissements de l'UE dans les territoires palestiniens ne soient plus détruits par Israël. Les députés de la GUE/NGL ont pu dans leurs visites prendre conscience de ce phénomène. Il faudra, à mon sens, renforcer les missions d'observateurs et exiger d'Israël qu'il prenne en charge la reconstruction et l'indemnisation suite aux destructions causées.

Un tel phénomène ne doit cependant pas être réservé aux investissements de l'UE. Ainsi, les destructions quotidiennes dont sont victimes les Palestiniens, et notamment au niveau agricole doivent être dûment surveillées et montrées au grand jour jusque dans l'hémicycle européen.

✓ Sur la levée du Blocus de Gaza et la continuité du territoire palestinien

Le blocus de Gaza est un acte barbare et inhumain qui ne porte pas et qui ne peut permettre pour une paix juste et durable.

Il faudra engager des pourparlers internationaux avec tous les acteurs concernés qu'il s'agisse d'Israël ou de l'Egypte. Gaza est aujourd'hui devenu l'espace où la population est la plus dense sur le globe. Le Parlement européen aura surtout un rôle d'interpellation vis-à-vis du Haut représentant aux affaires étrangères de l'Union européenne.

Il faudra demander, en outre de la levée du blocus, la fin des check point qui empêche la libre circulation des palestiniens, le gèle et le retrait immédiat des colonies qui se multiplient et la protection de la population de Jérusalem-Est, de plus en plus harcelée par des colons israéliens.

Bien cordialement,

Jacky Hénin